

L'Italie de 2018 et la France de 1981 (Patrick Artus)

Les politiques économiques mises en place aujourd'hui par le gouvernement italien ressemblent à celles mises en place en 1981 par le gouvernement français après l'élection de F. Mitterrand : déficit public, hausse des dépenses publiques, système de retraite plus généreux, absence de correction de la dégradation de la compétitivité et de la profitabilité des entreprises.

En France, au début des années 1980, le déficit public, la perte de compétitivité, le déficit extérieur induit avaient conduit à la hausse des taux d'intérêt, à une succession de dévaluations puis à une politique d'austérité budgétaire et salariale.

Aujourd'hui, l'Italie ne peut pas améliorer sa compétitivité-coût en dévaluant. On peut donc attendre une dégradation encore plus forte de l'économie italienne, conduisant, comme en France, finalement à l'austérité.

Les politiques économiques mises en place aujourd'hui en Italie ressemblent à celles mises en place en 1981 en France après l'élection de F. Mitterrand. Il y a d'abord les politiques budgétaires expansionnistes, hausse des dépenses publiques : le déficit public devrait être de l'ordre de 3% du Produit Intérieur Brut en Italie en 2019, comme en France de 1981 à 1985 ; le système de retraite va devenir plus généreux (retour à 60 ans de l'âge de la retraite en Italie) ; en France, les dépenses de retraite augmentent de 1 point de PIB de 1981 à 1985.

Il n'y a pas aujourd'hui en Italie de politique visant à corriger la dégradation de la compétitivité-coût et de la profitabilité des entreprises. La compétitivité-coût de l'Italie s'est dégradée de 40% de 2002 à 2018, celle de la France (en monnaie nationale) s'était dégradée de 70% de 1981 à 1985. La profitabilité des entreprises italiennes est aujourd'hui la plus basse de tous les pays de la zone euro, comme c'était le cas pour la France en 1983.

Si les politiques menées en France en 1981 et en Italie aujourd'hui sont assez similaires, les effets de ces politiques doivent être aussi assez similaires.

Quels ont été les effets des politiques économiques menées en France à partir de 1981 ? On a observé, en France, à partir de 1981 avec la hausse du déficit public, une hausse forte des taux d'intérêt : le taux d'intérêt à 10 ans atteint 17% en 1981, contre 10% en Allemagne, et reste très élevé jusqu'en 1985.

La dégradation de la compétitivité-coût entraîne celle du commerce extérieur de la France : la balance commerciale de la France est équilibrée en 1979, elle montre un déficit de plus de 3 points de PIB en 1982.

En raison de la dégradation de la compétitivité-coût et du commerce extérieur, une succession de dévaluations du franc est nécessaire : un Deutsche Mark vaut 2,3 France Français en 1981, 3,4 francs français en 1987.

Puis finalement, le retour à des politiques d'austérité est décidé à partir de 1984-1985 : réduction du déficit public, gel des augmentations de salaires : le salaire nominal par tête augmente de 16% en 1982, avec la hausse du salaire minimum de 2% en 1987.

Que va-t-il alors se passer en Italie ? Si on poursuit le parallèle entre l'Italie de 2018 et la France de 1981, on doit conclure, au vu de ce qui précède, que les taux d'intérêt sur la dette de l'Italie vont continuer à augmenter au-delà du niveau actuel de 3,4% ; que, puisque l'Italie ne peut pas utiliser une dépréciation de son taux de change pour corriger sa compétitivité-coût, la dégradation de l'économie sera plus forte qu'en France, ce qui forcera plus rapidement qu'en France l'Italie à passer à une politique d'austérité (réduction du déficit public, rigueur salariale).

La politique menée aujourd'hui en Italie (déficits publics, dégradation de la compétitivité, déficits extérieurs à venir) ne durera pas longtemps.